

Paris, le 20 novembre 2019

Les CDF soutiennent la nouvelle stratégie de vaccination contre les papillomavirus humains.

Alors qu'on estime en France que 1000 décès par an sont provoqués par les papillomavirus, la Haute Autorité de santé (HAS), saisie par le ministère de la Santé, étudie les moyens pour freiner la transmission de ces virus.

Dans le projet d'avis publié le 30 octobre 2019, la HAS affirme en effet vouloir étendre la vaccination contre les papillomavirus humains aux jeunes garçons. Actuellement, la couverture vaccinale, qui cible les jeunes femmes et les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, s'élève à 30 % de la population. Seules 24% des jeunes filles sont vaccinées selon un schéma complet à 16 ans, ce qui reste très insuffisant et ne répond pas aux objectifs fixés à 60 % par le Plan Cancer 2014-2019.

En France, l'incidence des HPV impliqués dans les cancers de l'oropharynx est estimée à 46,5% et 10,5% dans les tumeurs de la cavité buccale et est au premier rang des cancers des voies aérodigestives en Europe.

Dans les 15 pays européens ayant déjà mis en place une vaccination universelle contre les HPV pour les deux sexes, des bénéfices ont d'ores-et-déjà été constatés. Ceci implique une sensibilisation vaccinale systématique de la part des professionnels de santé, dont le chirurgien-dentiste, qui fait partie intégrante du parcours médical du patient.

Devant ce constat d'impact des HPV sur la santé orale et générale des patients, les Chirurgiens-Dentistes de France soutiennent ainsi la vaccination élargie à tous les garçons de 11 à 14 ans, avec un rattrapage possible pour tous les adolescents et jeunes adultes de 15 à 19 ans.

Les Chirurgiens-Dentistes de France est le premier syndicat en nombre d'adhérents de toutes les professions libérales. Ses 100 syndicats départementaux répartis sur tout le territoire font des *Chirurgiens-Dentistes de France* une force majeure dans la défense de la profession www.lescdf.fr